



Isabelle Jaumotte

Conseillère à la Fédération wallonne de l'Agriculture









Point de vue des agriculteurs wallons

Challenges et besoins en investissement









Wallonie en bref





- 12.902 exploitations agricoles
 - dont 90% sont en personne physique
 - Seulement 10% de sociétés
- 714.749 ha de SAU
 - majorité de prairies
- Taille moyenne des exploitations: 55 ha
- 65% des agriculteurs ont plus de 50 ans !









Défis pour les agriculteurs







- S'adapter aux fluctuations du marché
 - en augmentant leur autonomie
 - en diversifiant leurs activités agricoles
 - en valorisant mieux leurs produits
- S'adapter aux exigences européennes, nationales et régionales
- Structurer les agriculteurs en coopératives ou organisations de producteurs





Outils FEADER





- Investissements physiques (art. 17)
 - Investissements dans exploitations agricoles (52,4 M €)
 - Investissements dans transformation, commercialisation et/ou développement de produits agricoles (9,9 M €)
- Développement des exploitations et des entreprises agricoles (art. 19)
 - Démarrage d'entreprises pour les jeunes agriculteurs (16 M €)
 - Investissements dans création et développement d'activités non agricoles (5,7 M €)





Aides *de minimis*





- Aides à la transformation et à la commercialisation
 - Aide one shot de 2.000 €/exploitation (-> fin 2017)
 - Pour les éleveurs laitiers et viandeux
- Aides au démarrage pour les groupements et organisations de producteurs
 - Aide de max. 100.000 €/an pendant 5 ans
- Halls relais agricoles









Besoins des agriculteurs







- Soutiens financiers en capital = trésorerie
- Soutiens en subventions-intérêts = facilité de remboursement des crédits
- Garantie publique = outil important pour accéder aux crédits
- Fonds de roulement = outil nécessaire pour démarrer une activité qui ne génère pas des recettes immédiatement







Soutien en capital





- Aide liée à l'investissement envisagé mais pas encore réalisé
- Procédure de sélection des dossiers = incertitude
- Aide payée après réalisation de l'investissement = endettement anticipé
- Risque de refus de ses factures
- Longs délais de paiement des aides (contrôle)





Garantie publique





- Garantie publique = forme d'aide comptabilisée dans les plafonds d'aides
- Pour les installations, aide au démarrage de max. 70.000 € doit être réduite du coût de la garantie
- Gros projets: aide au démarrage = garantie!
- Autres projets: pas de garantie publique mais garanties autres (famille, caution,...) ou taux majorés







Garantie publique





- Pour les investissements: garantie publique déduite du montant des aides
- Conséquences: de moins en moins utilisée mais autres garanties exigées par les organismes de crédit avec parfois des exigences démesurées ou des taux majorés!
- Réel problème dans le soutien aux investissements des exploitations agricoles!







Garantie publique





- Avant: garantie publique toujours exigée mais rarement activée (moins de 2% des dossiers/an)
- Maintenant: garantie exigée exceptionnellement mais pour des dossiers plus « risqués » et crainte qu'elle soit utilisée plus fréquemment!









Fonds de roulement





- Projets importants = investissements lourds
- Premières recettes après plusieurs mois seulement
- Nécessité de fonds de roulement
- Problème: endettement important pour le projet et plus assez de capacité de crédit!
- Besoin d'outils financiers adaptés aux indépendants ou petites PME







Conclusions





FWA

- Exclure la garantie publique des aides à l'investissement ou au démarrage
- Revoir les plafonds en tenant compte de l'ampleur des investissements, y compris pour les aides de minimis
- Simplifier les procédures pour un traitement des demandes et des paiements plus rapides
- Donner plus de flexibilité aux Etats membres pour adapter leurs politiques aux besoins du secteur







Merci pour votre attention

Isabelle Jaumotte <u>isabelle.jaumotte@fwa.be</u> 081/62.74.21





